

Consultation publique sur l'évolution des places de marché de gaz en France.

Contribution de : INEOS MANUFACTURING France
Représentée par : H de MONTESSUS

Q1. Jugez-vous souhaitable de poursuivre la consolidation des PEGs ? Pensez-vous que le maintien de la structure actuelle des PEGs est une option envisageable ?

Il est extrêmement souhaitable de poursuivre la consolidation actuelle des PEG ; le maintien de la structure actuelle des PEGs crée un handicap économique fort pour l'industrie Française en général, handicap particulièrement extrême dans le sud de la France. Les conséquences ont été largement présentées lors des Ateliers organisés par la CRE, surcoûts et manque de liquidité notamment. De plus, la division en plusieurs zones aggrave par elle-même les problèmes de congestion, décourage l'utilisation des terminaux méthaniers, et accroît la dépendance de la France par rapport aux places de marché situées au Benelux et au Royaume-Uni. La situation compétitive de la France se dégrade par rapport à nos voisins Européens qui, eux ont pris des mesures volontaristes pour unifier leurs zones comme en Allemagne, pour dynamiser leur place de marché comme en Hollande, ou ont entrepris de le faire comme en Belgique.

Tout ceci est à replacer dans le cadre général où l'industrie Européenne souffre déjà d'un grave handicap de compétitivité lié aux bas prix du gaz aux USA ; il est donc indispensable que la France et sa moitié Sud ne continue pas à souffrir d'un handicap de compétitivité supplémentaire

Q2. Etes-vous favorable à l'harmonisation des procédures et des systèmes d'information de GRTgaz et TIGF ? Pensez-vous souhaitable que les deux GRT français adhèrent à la plateforme commune de commercialisation des capacités annoncée récemment ?

Une telle mesure irait dans le bon sens ; nous la soutenons donc sur le principe ; Toutefois, comme expliqué ci-dessous, nous pensons que la problématique TIGF relève d'abord des Pouvoirs Publics

Q3. Que pensez-vous des conclusions de l'étude KEMA ? Partagez-vous l'analyse de la CRE ?

L'étude menée par KEMA a permis d'améliorer fortement la compréhension des congestions et les moyens de les traiter. Elle avait l'avantage de se baser sur une expérience acquise dans d'autres pays. Cela a donc été extrêmement positif, et il serait souhaitable de renouveler l'expérience. On pourrait notamment imaginer une étude qui comparerait les places de marché Françaises aux places les plus compétitives en Europe (NBP, TTF, Zeebrugge), afin de mieux comprendre quels ont été leurs facteurs de succès, et pourquoi ils représentent les marchés Européens dominants et attirent l'essentiel des transactions commerciales et des importations de GNL.

Nous partageons la vision suivant laquelle une fusion par processus commerciaux ne peut être que temporaire et ne peut se substituer sur le long terme à des investissements.

Nous reconnaissons que le coût de la fusion « commerciale » comporte une part significative d'incertitude. Cependant, nous tenons à faire les remarques suivantes :

- a) Considérer que le coût de « Flow Commitment » sur les terminaux méthaniers pourrait atteindre de manière durable le différentiel de prix entre le NBP et les prix aux Japon, revient à admettre que le marché Français soit durablement dépendant du NBP. En effet, un renforcement de la compétitivité d'un PEG France devrait amener les opérateurs gaziers à décharger dans les terminaux Français à des conditions proches de celles des terminaux Nord Atlantique Europe. Comprendre ce qu'il faut faire pour que cela devienne le cas, devrait être un des sujets à soumettre rapidement à étude du type de celle de KEMA comme indiqué ci-dessus.
- b) Il reste à comparer le risque « coût » de la fusion commerciale temporaire, avec le risque « coût » de la non fusion pour l'industrie Française. Face au risque de désindustrialisation, ce coût paraît supportable. Une fusion rapide pourrait aussi représenter une opportunité considérable pour placer la France au cœur et à la croisée des marchés gaziers Européens.

Q4. Dans le contexte actuel, jugez-vous pertinent d'engager des investissements d'une telle ampleur au regard des bénéfices attendus ?

Il est illusoire de penser que la France pourra se passer indéfiniment d'investissements lourds dans le domaine des infrastructures gazières. Il est donc urgent de valider rapidement « des » investissements importants. Comme dans toute entreprise industrielle, il convient de valider chaque investissement en fonction de ses mérites propres. Il revient à la CRE de faire cette analyse, mais à court terme, il semble que l'investissement intermédiaire sur l'artère de Bourgogne proposé par GRT Gaz soit pertinent. Cela ne signifie pas qu'il ne faudra pas considérer d'autres investissements ultérieurement, et vu les longs délais de réalisation, de telles décisions pourraient devoir être prises relativement rapidement.

La CRE devrait d'ailleurs se pencher sur la question de l'efficacité technico-économique de la réalisation de tels projets. Les délais proposés sont extrêmement longs et il y a peu de moyens de challenge sur leur réalisation. Il serait donc souhaitable de réfléchir sur les moyens d'introduire du challenge voire de la concurrence dans ce processus.

Q5. Quel jugement portez-vous sur la solution proposée par GRTgaz associant investissements et mécanismes contractuels ?

L'analyse de la CRE semble pertinente, et nous soutenons la solution mixte

Q6. Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la création d'un PEG commun GRTgaz Sud - TIGF ?

Nous pensons que la création d'un PEG commun GRT gaz Sud-TIGF ne constitue pas la priorité actuelle qui doit demeurer la fusion des zones Nord et Sud de GRT Gaz. De plus, une telle fusion, en l'absence d'accord entre les 2 TSO, relève de la décision des Pouvoirs Publics, et il convient de pas y consacrer trop d'énergie tant que ceux-ci n'ont pas donné l'impulsion nécessaire.

Q7. Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG unique GRTgaz Nord et Sud ? Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG commun GRTgaz Sud et TIGF ou une première étape avant ce PEG commun ? Dans cette hypothèse, comment traiter la coexistence éventuelle d'un prix nul pour la capacité court terme avec le prix actuel de la capacité ferme réservée à long terme à l'interface GRTgaz Sud-TIGF ?

Le couplage de marché, même s'il a montré son intérêt pour la zone Sud de GRT Gaz, a aussi montré ses limites. Sa mise en place en 2 zones peu liquides comme GRT sud et TIGF n'apporterait que peu de bénéfices. Cette proposition ne mérite pas qu'on y consacre des ressources, et ne doit pas détourner l'attention des vraies questions qui se posent au sujet de la zone TIGF.

Q8. Partagez-vous l'analyse comparée de la CRE des différentes options envisageables ?

L'analyse comparée de la CRE semble pertinente

Q9. Partagez-vous l'analyse de la CRE? Pensez-vous que le maintien du PEG TIGF soit envisageable à long terme ? Pensez-vous que le rapprochement du PEG TIGF avec le marché espagnol soit une option réalisable à court ou moyen terme ?

Il semble clair que le maintien de la zone TIGF n'est pas envisageable à long terme ; les raisons, presque évidentes, vont de l'efficacité économique à la conformité aux normes Européennes. La question du rapprochement avec l'Espagne peut sembler, à priori, une question séduisante, mais elle n'est pas réaliste à court terme du fait de la faible évolution du marché gazier Espagnol et du fait de l'état actuel du marché gazier qui détourne le GNL de l'Europe en général et de l'Espagne en particulier. A court terme, elle ne ferait sans doute qu'aggraver la tension en zone GRT Gaz Sud.

Elle se poserait éventuellement en cas d'un retournement du marché gazier en faveur du GNL, permettant à la France de bénéficier des nombreux terminaux Espagnols. La question devrait être envisagée dans le cadre d'une future étude de type « KEMA » telle que suggérée dans notre réponse à la question 3. Il s'agirait alors de savoir comment la France, placée au carrefour de plusieurs flux gaziers Européen, pourrait devenir le « Hub » gazier Européen de référence.

La question d'un rapprochement avec l'Espagne ne peut se concevoir que dans le cas d'une zone unique France ; elle n'est donc pas une solution à court terme aux problèmes de TIGF

Q10. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les options cibles envisageables ? Laquelle des trois cibles a votre préférence ?

La première option devrait plutôt être définie comme suit :

-un PEG GRT Gaz unique qui fusionnerait ultérieurement avec un PEG TIGF

Cette option a clairement notre préférence

Les 2 autres options ne nous semblent ni souhaitables ni réalistes

Q11. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité d'une évolution rapide de la structure du marché? Pensez-vous nécessaire que les premières évolutions interviennent au plus tard en 2015 ?

Comme expliqué plus haut, l'industrie Française, particulièrement dans le sud, souffre fortement de la structure actuelle des places de marché en France. De plus, certains autres pays Européens évoluent rapidement, accroissant le retard différentiel dont nous souffrons. Enfin, la structure actuelle est un frein considérable à la possibilité pour le marché gazier Français de profiter de sa position géographique avantageuse.

D'un point de vue de mise en place, une fusion par des méthodes « commerciales » à l'horizon Avril 2015 laisse près de 3 ans à GRT Gaz pour se préparer ; cela semble raisonnable.

La question du coût de cette fusion ne doit pas être exagérée : d'abord la période sera limitée, si l'investissement « Artère de Bourgogne » a été approuvé auparavant. Deuxièmement, Il est probable que le marché gazier aura commencé à se détendre, avec de nouvelles productions arrivant sur le marché, et une dépendance sans doute moins forte du Japon à l'égard du GNL. Ensuite, les effets positifs de cette fusion sont sans doute sous-estimés.

Le rapport risque sur bénéfices penche donc fortement en faveur d'une fusion rapide par méthodes commerciales en anticipation de la réalisation des investissements

Q12. Etes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE sur les évolutions possibles au 1^{er} avril 2015? Laquelle des deux options à votre préférence ? Dans le cas du PEG GRTgaz unique, faudrait-il décider simultanément de la mise en place d'un couplage de marché entre GRTgaz Sud et TIGF ? Dans le cas du PEG commun GRTgaz Sud - TIGF, faudrait-il lancer simultanément les études pour le doublement de l'artère de Bourgogne ?

Notre préférence va clairement vers la création d'un PEG unique dès le 1^{er} Avril 2015. Cette décision doit s'accompagner de l'approbation simultanée de l'investissement sur l'Artère de Bourgogne.

Quand au PEG TIGF, les tentatives de rapprochement avec GRT Gaz doivent être soumises aux Pouvoirs Publics.

Q13. Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

La tension actuelle sur la liaison Nord-Sud découle largement du fait que le réseau gazier Français a été conçu dans le cadre d'une distribution monopolistique et n'a pas été suffisamment adapté aux exigences de la libéralisation. Dans un cadre monopolistique, les opérateurs utiliseraient les terminaux méthaniers autant que nécessaire. Le fait que ces terminaux ne soient pas saturés alors qu'il n'est pas possible de maintenir un prix de marché unique en France, montre que la part de liaison Nord-Sud qui leur est réservée est excessive et leur génère donc des « windfall profits » en leur permettant d'arbitrer entre les 2 moyens d'approvisionnement.

Il conviendrait donc que, au moins jusqu'en 2018, la CRE rééquilibre la répartition des capacités de transport Nord-Sud en faveur des consommations industrielles.